

LA CANDIDATURE DU PR S'INSTALLE DANS L'OPINION

L'Ifop a testé non pas le *souhait* d'une candidature de F. Hollande à la prochaine présidentielle (qui donne des résultats souvent proches d'une intention de vote) mais un **pronostic de candidature** (« *pensez-vous que F. Hollande sera candidat ?* ») : **il se monte à 67%, alors qu'il n'était que de 44% fin 2014.**

L'évolution parmi les sympathisants PS est aussi nette : 52% pensaient à l'époque que F. Hollande sera candidat, 77% aujourd'hui.

Cette différence révèle le changement important d'ambiance par rapport à l'automne 2014 malgré des cotes de popularité proches. **L'idée d'un Président qui puisse ne pas être candidat se dissipe : la logique institutionnelle a repris le dessus** – et pourrait permettre de récupérer le bénéfice d'autres initiatives.

PROPOSITIONS ECONOMIQUES A DROITE

Plusieurs propositions économiques portées par les candidats aux primaires à droite ont été testées récemment.

- **La suppression de l'ISF est leur plus grand point de faiblesse** : elle emporte la charge symbolique la plus lourde et suscite le plus fort rejet, entre 65% et 72% ; avec **une gauche évidemment vent debout** (plus de 80% d'opposition) **mais aussi des sympathisants de droite eux-mêmes très divisés** (entre 45 et 55% d'approbation).
- **Le report de l'âge de la retraite** est également nettement rejeté (autour de 60%), mais avec un clivage moindre, et surtout persiste l'idée (en quali) d'une sorte d'inéluctabilité qu'il faudra bien un jour accepter (ce qui n'est pas le cas pour l'ISF, où rien ne vient justifier une suppression).
 - *Pour neutraliser ce sentiment d'inéluctabilité dont pourrait bénéficier la droite, l'angle d'attaque pourrait être celui des « efforts inutiles » aujourd'hui plutôt que du refus de principe.*
- Sur **le nombre de fonctionnaire**, les opinions sont plus ambivalentes : en théorie tout le monde voudrait en diminuer le nombre (même à gauche) mais les règles « arbitraires » telles que le 1 sur 2 sont très clivantes, et nettement rejetées à gauche (près des 2/3).
 - *Outre la défense de quelques services publics emblématiques (les hôpitaux, l'éducation, la police et l'armée sont les seuls pour lesquels les Français réclament explicitement plus de moyens), l'angle d'attaque de l'arbitraire, la brutalité, la suppression idéologique et non-raisonnée (donc mal faite) pourrait porter.*

D'autres cribles devraient être publiés une fois les propositions précises d'A. Juppé connues.